

Table des matières

LISTE DES 56 ORGANISATIONS DU COLLECTIF AEDE AU 15 JANVIER 2015	7
PRÉAMBULE :	
SUR L'ÉLABORATION DU PRÉSENT RAPPORT	11
<i>Contexte</i>	11
<i>Un projet collectif autour de la réalisation d'un rapport alternatif commun</i>	12
<i>Organisation et gouvernance du projet</i>	13
<i>Les grandes orientations du projet</i>	14
Faire participer les enfants et les jeunes au rapport	14
Renouer le dialogue avec les pouvoirs publics sur les droits de l'enfant	15
<i>Un rapport exhaustif et pédagogique</i>	16
<i>... destiné à progresser dans la mise en œuvre de la cide</i>	16
<i>Un travail structuré en différentes étapes</i>	17
<i>Un rapport également disponible dans une version courte</i>	18
<i>Petit guide de lecture</i>	18
<i>Conclusion</i>	20

INTRODUCTION :	
SUR LE CONTEXTE DES ANNÉES 2009-2014.....	21
<i>En France</i>	21
Des inquiétudes largement partagées en juin 2009.....	21
Un changement de majorité politique qui suscite de nombreux espoirs.....	23
... mais un frein aux réformes : l'instrumentalisation politique excessive autour des questions sociétales.....	24
Une difficulté aussi à construire une société inclusive....	24
... et à le faire avec les enfants et les jeunes eux-mêmes..	26
Un manque de culture internationale en matière de droits de l'enfant ?.....	26
Une approche de plus en plus actuarielle des problématiques	27
Une prévention oubliée ou déviante.....	28
Aux limites de la décentralisation... une question de volonté politique.....	28
Une société civile qui se mobilise collectivement pour la défense des droits.....	29
<i>Et en Europe</i>	29
La remise en cause de droits fondamentaux qu'on croyait acquis	29
La crise économique et ses conséquences	31
<i>Conclusion</i>	31
CHAPITRE I	
MESURES D'APPLICATION GÉNÉRALES DE LA CONVENTION.....	33
1.1 <i>Ratification de nouveaux outils de droit international</i>	33
1.2 <i>Question de la ratification du troisième Protocole facultatif à la CIDE</i>	36
1.3 <i>Nouvelles transpositions de dispositions de la Convention dans le droit interne</i>	37
1.4 <i>Applicabilité directe de la Convention – Évolution de la jurisprudence</i>	40

1.5 Stratégie nationale de mise en œuvre de la Convention....	44
1.6 Coordination entre les différents acteurs de la puissance publique.....	46
1.6.1 Impact des lois sur les enfants/Cohérence des travaux.....	47
1.6.1.1 Élaboration des textes	47
1.6.1.2 Suivi des réformes	48
1.6.2 Coordination entre les organes gouvernementaux.	49
1.6.3 Coordination État/collectivités territoriales.....	51
1.6.4 Préconisations.....	52
1.7 Moyens financiers	53
1.7.1 La nécessité de mener une analyse budgétaire centrée sur les enfants	54
1.7.2 Des disparités territoriales importantes	55
1.8 Collecte de données	56
1.9 Promotion de la Convention auprès de tous.....	60
1.9.1 Diffusion de la CIDE auprès du grand public, adultes et enfants	60
1.9.2 Formation des professionnels aux enjeux et implications de la CIDE	64
1.10 Coopération avec la société civile	66
1.10.1 Dans le cadre de l'élaboration et du suivi des politiques publiques.....	67
1.10.1.1 Des signes encourageants mais qui restent limités au niveau national	67
1.10.1.2 Une collaboration de plus en plus fréquente au niveau des collectivités territoriales.....	70
1.10.2 Dans le cadre du suivi des observations finales formulées par le Comité.....	71
1.10.3 Dans le cadre de l'élaboration du rapport périodique de l'État.....	72
1.10.4 L'ambiguïté du soutien aux associations	73
1.11 Les incidences de la création du Défenseur des droits sur le respect des droits de l'enfant.....	74
1.11.1 Création du Défenseur des droits et inquiétudes de la société civile.....	74

1.11.2 Qu'en est-il de cette réforme quatre ans plus tard ?	77
<i>1.12. Actions à l'international sur les droits de l'enfant.....</i>	<i>82</i>
1.12.1 Les actions diplomatiques	83
1.12.2 L'aide publique au développement (APD)	83
1.12.2.1 Une aide publique au développement constamment rabotée	84
1.12.2.2 Focus sur l'aide publique au développement consacrée à l'éducation	85
1.12.2.3 Recentrer l'aide sur les pays prioritaires, sans oublier les partenaires européens.....	88
1.12.2.4 Désengagement de la France du PME (Partenariat mondial pour l'éducation)	89
1.12.3 La coopération européenne.....	90
1.12.4 Éléments sur la coopération avec la société civile à l'étranger.....	91
1.12.5 La coopération internationale de la France à l'épreuve de l'égalité filles/garçons	92
CHAPITRE II	
DÉFINITION DE L'ENFANT	93
<i>2.1 Réaffirmer les droits à la protection de tous les enfants jusqu'à 18 ans.....</i>	<i>94</i>
<i>2.2 Une protection à élargir aux jeunes majeurs ?.....</i>	<i>95</i>
<i>2.3 Un frein à l'émancipation progressive des enfants : leur quasi-incapacité juridique.....</i>	<i>97</i>
<i>2.4 Les débats autour d'un statut de « pré-majorité » ou de seuils de capacité.....</i>	<i>98</i>
<i>2.5 Conclusion et préconisations</i>	<i>101</i>
CHAPITRE III	
LES PRINCIPES GÉNÉRAUX.....	103
<i>Ce qu'en disent les enfants et les jeunes.....</i>	<i>103</i>
<i>3.1 La non-discrimination et l'égal accès aux droits.....</i>	<i>114</i>
3.1.1 Le concept de discrimination, notion ambiguë et limitée en droit interne.....	115

3.1.2 Le rôle de la HALDE puis du Défenseur des droits dans la lutte contre la discrimination	117
3.1.3 Plaidoyer pour une société inclusive, quelles que soient les différences	118
3.1.4 La discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique, l'antisémitisme, la xénophobie	120
3.1.5 La discrimination fondée sur l'homophobie.....	124
3.1.6 La discrimination fondée sur le sexe.....	128
3.1.6.1 Dans le choix de l'orientation	132
3.1.6.2 Dans le domaine du sport et des loisirs.....	132
3.1.6.3 Dans les contenus scolaires.....	133
3.1.7 La discrimination fondée sur le non-respect des droits économiques, sociaux et culturels.....	135
3.1.7.1 La précarité, un nouveau critère de discrimination.....	137
3.1.7.2 La discrimination des familles précaires dans l'accès au logement	139
3.1.7.3 La discrimination des familles précaires dans l'accueil des enfants en bas âge.....	143
3.1.7.4 La condition sociale de plus en plus discriminante pour la réussite scolaire... ..	146
3.1.7.5 ... et pour l'accès à l'emploi et à l'insertion professionnelle	147
3.1.8 La discrimination fondée sur le lieu de résidence – Les rapports police/jeunes.....	148
3.2 <i>L'intérêt supérieur de l'enfant</i>	150
3.2.1 Le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant	150
3.2.2 Une notion de plus en plus invoquée	153
3.2.2.1 Dans les normes et la jurisprudence internes.....	153
3.2.2.2 Dans les compétences du Défenseur des droits	154
3.2.2.3 Dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)	155
3.2.3 Mais un principe peu ou mal appliqué, parfois dévoyé et de plus en plus suspecté... ..	156
3.2.3.1 Dans le milieu familial : laissé au bon vouloir des parents	156
3.2.3.2 À l'école : encore peu reconnu malgré quelques avancées.	157
3.2.3.3 En justice : peu sûr juridiquement car mal utilisé et rejeté par de nombreux juristes	158
3.2.3.4 En politique : parfois prétexte, le plus souvent absent en tant que « réflexe obligatoire »	159

3.2.4 ... un principe qui nécessite d'être promu de façon encadrée	160
3.2.4.1 Les recommandations du Comité des droits de l'enfant (CRC).....	160
3.2.4.2 Les préconisations du collectif AEDE	161
3.3 <i>Le respect des vues de l'enfant</i>	162
3.3.1 L'application de l'article 12 : des réticences au sein de la société.....	163
3.3.2 En justice.....	166
3.3.3 Dans la protection administrative de l'enfance.....	171
3.3.4 Dans le milieu familial.....	173
3.3.5 À l'école et dans les projets éducatifs de territoire..	174
3.3.6 Dans le système de soins	178
3.3.7 Dans la vie publique	179
3.3.8 Pour les groupes les plus vulnérables	182
3.3.9 Les difficultés rencontrées dans le projet AEDE	183
3.4 <i>Le droit à la vie, à la survie et au développement</i>	188
3.4.1 Dans le cadre de la détention	188
3.4.2 Dans le cadre du secteur social et médicosocial	191
CHAPITRE IV	
LIBERTÉS ET DROITS CIVILS.....	193
4.1 <i>L'enfant encore trop peu considéré comme sujet de droits</i>	193
4.1.1 Dans la famille, la cité et la société.....	194
4.1.2 La méconnaissance de son statut de sujet de droits par l'enfant lui-même	196
4.1.3 Un nouveau droit : celui à la mobilité ?.....	197
4.2 <i>Droit à l'identité et à une nationalité</i>	197
4.2.1 L'enregistrement des naissances en Guyane	198
4.2.2 La révision de l'état civil à Mayotte.....	198
4.2.3 Le manque de reconnaissance par les pères en Martinique et en Guadeloupe	199
4.2.4 Le cas des enfants nés à l'étranger par gestation pour autrui (GPA).....	199
4.2.5 Les mineurs isolés étrangers (MIE) privés de leur identité	201

4.3 Accès aux origines personnelles.....	202
4.3.1 L'accouchement « sous X ».....	202
4.3.2 Les cas où seule la filiation maternelle est établie...	205
4.3.3 Le cas des personnes nées avec assistance médicale à la procréation (AMP).....	206
4.3.4 L'adoption plénière.....	207
4.4 Liberté de religion et laïcité.....	207
4.4.1 L'Observatoire de la laïcité.....	208
4.4.2 Laïcité et liberté de religion dans les établissements accueillant des enfants.....	209
4.4.3 Le débat sur l'enseignement d'une morale laïque à l'école.....	211
4.4.4 Les polémiques autour de la question du genre à l'école.....	212
4.4.5 Et le droit des parents de guider l'enfant dans l'exercice de sa liberté religieuse ?.....	213
4.5 Droit de réunion et d'association.....	215
4.5.1 Droit de réunion et de manifestation.....	215
4.5.2 Droit d'association.....	217
4.6 Engagement citoyen et participation des jeunes à la vie politique.....	221
4.7 La question du droit de vote à 16 ans.....	226
4.8 Droit d'expression et de publication – journaux lycéens.....	227
4.8.1 Un droit de publication des mineurs réservé aux lycéen(ne)s... ..	229
4.8.2 ... et un droit dont le libre exercice rencontre de nombreux freins.....	231
4.8.3 Préconisations pour un droit de publication plus conforme à la CIDE.....	232
4.9 Droit à une information appropriée : médias et enfants.....	233
4.10 Droit au respect de la vie privée.....	235
4.10.1 Sur les réseaux sociaux.....	235
4.10.2 Les problèmes de fichage par les administrations.	236
4.10.2.1 Dans l'Éducation nationale.....	237

4.10.2.2 Dans l'administration de la justice et de la police.....	239
<i>4.11 Les traitements cruels inhumains ou dégradants (article 37a)</i>	<i>244</i>
4.11.1 Les constats et recommandations des organes internationaux	244
4.11.2 Ceux du Contrôleur général des lieux de privation de liberté (CGLPL)	245
<i>4.12 Le retour à des peines cruelles ou inhumaines.....</i>	<i>249</i>
<i>4.13 Suite donnée à l'Étude des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants.....</i>	<i>250</i>
<i>4.14 La prise en compte de la mobilité des jeunes.....</i>	<i>252</i>
CHAPITRE V	
MILIEU FAMILIAL ET PROTECTION DE REMPLACEMENT ...	257
<i>5.1 La sécurisation juridique des enfants dans les nouvelles formes de famille et en cas de séparation parentale.....</i>	<i>257</i>
5.1.1 Les difficiles réformes législatives du droit de la famille	257
5.1.2 La parole de l'enfant devant le juge aux affaires familiales	259
5.1.3 La médiation familiale	259
5.1.4 La résidence de l'enfant en cas de séparation des parents.....	262
5.1.5 Le statut des tiers qui concourent à l'éducation des enfants.....	265
5.1.6 La question des enfants nés à l'étranger de GPA ou d'AMP non autorisée en France.....	267
<i>5.2 L'accompagnement de la responsabilité parentale.....</i>	<i>268</i>
5.2.1 De l'autorité parentale à la responsabilité parentale ? Pas encore de consensus.....	269
5.2.2 Les ambiguïtés du « soutien à la parentalité »	272
5.2.3 L'information des parents sur leur responsabilité parentale et sur leurs droits	275
5.2.4 Le respect des orientations parentales (article 5 de la CIDE) et ses limites.....	276
5.2.5 ... Le respect des libertés de l'enfant dans la famille.....	277

5.2.6 Le développement et la préservation d'une coresponsabilité parentale.....	278
5.2.7 L'aide matérielle à la condition parentale.....	280
5.2.8 Promouvoir les lieux d'accueil enfants parents (LAEP).....	282
5.2.9 Mieux encadrer les Services d'aide et d'accompagnement au domicile des familles (SAAD)	282
5.2.10 Le parrainage de proximité	283
5.3 <i>L'application de la loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance</i>	285
5.3.1 Quelques progrès avec de nouveaux décrets d'application de la loi	286
5.3.2 Le non-abondement du Fonds national de financement de la protection de l'enfance (FNFPE).....	287
5.3.3 Le manque de pilotage national et une application disparate selon les territoires	289
5.3.4 La prévention, parent pauvre de la loi ?.....	290
5.3.5 Une diversification des solutions encore peu appliquée	291
5.3.6 Des délais inacceptables pour la mise en œuvre des décisions judiciaires de protection de l'enfance.....	292
5.3.7 L'élaboration du projet pour l'enfant (PPE).....	293
5.3.8 La formation des professionnel(le)s qui travaillent avec les enfants	295
5.3.9 La prévention spécialisée en danger.....	296
5.3.10 Toujours des débats autour de la « subsidiarité du juge »	298
5.3.11 La diminution drastique des mesures de protection des jeunes majeur(e)s	299
5.3.12 Et en outre-mer ?.....	301
5.3.13 En conclusion.....	302
5.4 <i>Les enfants séparés de leur milieu familial dans le cadre de la protection de l'enfance</i>	303
5.4.1 Toujours une forte corrélation précarité/séparations dans le cadre de la protection de l'enfance.....	305

5.4.2 La reconnaissance de l'enfant en tant qu'acteur dans les établissements de protection de l'enfance.....	309
5.4.3 Le maintien des liens familiaux lors des séparations.....	311
5.4.3.1 La famille au centre de la réflexion.....	311
5.4.3.2 Le maintien des liens au sein des fratries.....	313
5.4.4 Les possibilités de recours dans les établissements et services sociaux	315
5.5 <i>Maltraitements, violences et négligences</i>	317
5.5.1 Toujours des réactions à l'émotion devant des cas dramatiques et médiatisés.....	319
5.5.2 Les éternels débats autour de l'interdiction de toute « violence éducative »	320
5.5.3 La problématique des mariages forcés	322
5.5.4 L'exposition des enfants aux violences conjugales ..	323
5.5.5 Les violences sexuelles.....	325
5.5.6 Les oubliés de la protection de l'enfance	326
5.6 <i>Réunification familiale et démantèlement familial</i>	326
5.7 <i>L'adoption</i>	327
5.7.1 L'élargissement des possibilités d'adoption	327
5.7.2 Les adoptions d'enfants confiés aux services de protection de l'enfance.....	328
5.7.3 Au niveau international	330
CHAPITRE VI	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE	333
6.1 <i>Santé du nouveau-né</i>	333
6.1.1 Santé prénatale et périnatale	333
6.1.2 Allaitement.....	338
6.2 <i>Petite enfance</i>	341
6.2.1 Développer un accueil répondant aux besoins éducatifs de tous les jeunes enfants.....	342
6.2.1.1 La diversification des lieux d'accueil.....	345
6.2.1.2 Innover dans l'accueil de la petite enfance.....	346
6.2.1.3 Des permanences d'accueil au plus près des milieux de vie des enfants	347

6.2.2	Formation des professionnels de la petite enfance .	348
6.2.3	Développer une prévention prévenante.....	350
6.2.4	Vers un service public d'accueil de la petite enfance ?.....	351
6.2.4.1	Le « marché » de l'accueil de la petite enfance.....	351
6.2.4.2	L'ouverture de l'espace public à la petite enfance	354
6.3	<i>Enfants et adolescents en situation de handicap</i>	356
6.3.1	La France ne répond pas dans son rapport aux observations du CRC de 2009	357
6.3.2	Dépistage et prévention du handicap.....	361
6.3.3	Scolarisation des enfants et adolescents en situation de handicap	363
6.3.3.1	La loi de février 2005 insuffisamment appliquée.....	364
6.3.3.2	Les moyens d'accompagnement de la scolarité des enfants en situation de handicap.....	367
6.3.3.3	Le projet personnalisé de scolarisation.....	372
6.3.3.4	Un dispositif d'évaluation adapté, pour un parcours sans rupture	375
6.3.4	Une société inclusive pour les enfants et adolescents en situation de handicap.....	377
6.3.5	Accès aux soins pour les enfants en situation de handicap	379
6.4	<i>Santé et services de santé</i>	380
6.4.1	École et santé.....	381
6.4.1.1	Des services scolaires de promotion de la santé en manque de personnel	382
6.4.1.2	L'importance de l'éducation à la santé	384
6.4.1.3	L'accès aux services de restauration scolaire pour toutes et tous	390
6.4.2	La santé des jeunes :	
	une situation de plus en plus dégradée	392
6.4.2.1	Un bilan de santé inquiétant pour les jeunes en France	392
6.4.2.2	Les comportements à risque auxquels sont confrontés les jeunes	394
6.4.2.3	Favoriser l'accès à l'information des jeunes en matière de santé	401
6.4.2.4	Un taux élevé d'interruption volontaire de grossesse (IVG) chez les mineures	403

6.4.2.5 Prise en charge des troubles psychiatriques des enfants	407
6.4.3 Accès aux services de santé pour le traitement de problèmes de santé graves.....	414
6.4.4 L'hospitalisation des mineurs	415
6.4.5 Un accès à la santé inégalitaire	420
6.4.6 Politiques de santé : mieux coordonner l'action publique	423
6.5 Niveau de vie.....	426
6.5.1 La pauvreté des enfants	427
6.5.1.1 Une progression de la pauvreté plus marquée chez les enfants	428
6.5.1.2 Anticiper les situations de pauvreté	430
6.5.2 La précarité de la jeunesse	433
6.5.3 La réforme des prestations familiales	434
6.5.3.1 Préserver et accompagner les plus précaires : une nécessité	435
6.5.3.2 Les réformes.....	436
6.5.4 L'hébergement et l'accès au logement.....	438
6.5.4.1 Une nécessaire priorité aux enfants dans l'accès à un logement digne	438
6.5.4.2 Les conditions de vie indignes des enfants vivant en bidonvilles	441
6.5.5 L'accès à l'emploi des jeunes.....	442
6.5.6 L'enfant et la consommation	443
6.5.6.1 L'enfant et l'argent ; la finance personnelle	443
6.5.6.2 L'enfant et la publicité	445
6.5.7 L'impact de la précarisation des situations parentales sur la vision de la société par les enfants.....	447

CHAPITRE VII

ÉDUCATION, LOISIRS,

ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES ET CULTURELLES

7.1 Éducation scolaire.....	452
7.1.1 Accès à la scolarisation – article 28 alinéa 1.....	453
7.1.1.1 Mayotte, une scolarisation très insuffisante	453
7.1.1.2 Sur tout le territoire, des enfants sont encore privés d'école.....	456

7.1.2 Accueil de la petite enfance, espaces d'éveil et scolarisation avant 3 ans.....	457
7.1.2.1 La reprise de la scolarisation avant 3 ans après une période de réduction drastique	458
7.1.2.2 Une nécessaire transition entre la famille ou les structures d'accueil des tout-petits et la scolarisation en école préélémentaire	460
7.1.2.3 Les préconisations du collectif AEDE	462
7.1.3 Les effets de l'origine sociale des enfants sur leurs parcours scolaires	464
7.1.3.1 Un système éducatif élitiste source de souffrances	465
7.1.3.2 L'environnement social de l'enfant.....	469
7.1.4 L'absentéisme et les abandons scolaires.....	473
7.1.4.1 Le collège unique, maillon faible du système éducatif	474
7.1.4.2 L'orientation professionnelle	476
7.1.4.3 Et les apprenti(e)s, ces apprenant(e)s qui travaillent.....	481
7.1.4.4 Les conseils de discipline sources de déscolarisation	483
7.1.5 L'action des pouvoirs publics pour la réussite de tous et toutes.....	483
7.1.5.1 L'éducation prioritaire	484
7.1.5.2 Les dispositifs d'aide personnalisée.....	486
7.1.5.3 Le pacte pour la réussite éducative	488
7.1.5.4 La loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école votée en 2013.....	490
7.2 <i>Éducation aux droits de l'homme, aux droits de l'enfant et à la citoyenneté.....</i>	492
7.2.1 L'enseignement de la « morale laïque » en guise d'éducation à la citoyenneté ?	492
7.2.2 Pour une éducation juridique et civique dès l'école primaire	496
7.2.3 Démocratiser les relations dans le cadre scolaire, pour éduquer à la citoyenneté.....	498
7.2.4 Pour une vie scolaire propice au respect des droits de tous et de toutes.....	500
7.2.5 L'égalité filles-garçons	505
7.2.5.1 Le dispositif « ABCD de l'égalité »	505
7.2.5.2 Les manuels scolaires.....	507
7.2.5.3 Pour une éducation sexuelle au collège.....	508

7.2.6 L'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale au service des droits de l'enfant	509
7.2.7 Pour une éducation à la consommation à l'école ...	512
7.2.8 Conclusion	514
7.3 Dimension globale de l'éducation	515
7.3.1 Repos, loisirs et activités récréatives, culturelles ou artistiques	515
7.3.2 L'accès aux loisirs pour tous : un objectif non atteint à ce jour.....	519
7.3.2.1 Les enfants des familles précaires.....	519
7.3.2.2 Les enfants en situation de handicap.....	520
7.3.2.3 Les inégalités d'accès aux loisirs et aux sports entre garçons et filles.....	521
7.3.3 Le rôle et la place des projets éducatifs de territoire (PEDT)	523
7.3.3.1 De 2009 à 2012.....	523
7.3.3.2 Les PEDT dans la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école.....	526
7.3.3.3 La réforme des rythmes scolaires se veut l'articulation entre l'école et les PEDT	529
CHAPITRE VIII	
MESURES SPÉCIALES DE PROTECTION	539
8.1 <i>Les enfants en situation d'immigration, demandeurs d'asile ou de protection</i>	539
8.1.1 Les enfants de parents « sans papiers ».....	540
8.1.2 Le regroupement familial.....	542
8.1.3 La rétention administrative et les expulsions de familles	544
8.1.4 Les expulsions de parents avec séparation familiale	546
8.1.5 Le problème des mandats d'arrêt européens (MAE) contre des mineurs.....	546
8.1.6 La protection internationale pour les victimes de violences de genre.....	547
8.1.7 Mayotte, terre d'immigration clandestine, département maltraité et maltraitant.....	548
8.2 <i>Les mineurs isolés étrangers (MIE)</i>	549
8.2.1 Le contexte et son évolution depuis 2009	551
8.2.1.1 Combien d'enfants concernés et qui sont-ils ?.....	551

8.2.1.2	Le conflit État/départements.....	554
8.2.1.3	La circulaire du 31 mai 2013.....	557
8.2.1.4	Le suivi de la situation et de l'application de la circulaire.....	559
8.2.2	La rétention aux frontières.....	559
8.2.3	La mise à l'abri.....	561
8.2.3.1	Quel statut ?.....	561
8.2.3.2	Dans quelles conditions ?.....	562
8.2.4	L'évaluation et l'orientation.....	563
8.2.4.1	L'évaluation de la minorité.....	563
8.2.4.2	L'évaluation de la situation du jeune (isolement, danger vis-à-vis d'un réseau de traite, etc.).....	566
8.2.4.3	La répartition des MIE entre les départements.....	567
8.2.4.4	Les droits des jeunes déboutés de leur demande de protection.....	569
8.2.5	La prise en charge par les services d'Aide sociale à l'enfance.....	571
8.2.5.1	Les délais de prise en charge.....	571
8.2.5.2	La protection contre les réseaux de traite.....	572
8.2.5.3	L'accès à l'éducation.....	573
8.2.5.4	Préparation du droit au séjour.....	573
8.2.5.5	Le passage à la majorité.....	574
8.2.6	L'évaluation du nouveau dispositif.....	575
8.2.6.1	Avis de la CNCDDH (juin 2014).....	575
8.2.6.2	Évaluation par les inspections des services (été 2014).....	576
8.2.6.3	Bilan qualitatif du collectif AEDE.....	578
8.3	<i>Les enfants dits « roms » ou enfants des bidonvilles.....</i>	581
8.3.1	Un contexte politique qui a accru la stigmatisation de ces populations.....	582
8.3.2	Des conditions de vie indignes.....	584
8.3.3	Les expulsions répétées créent un nomadisme forcé.....	585
8.3.4	Une scolarisation très difficile et sans cesse remise en cause.....	587
8.3.5	Un accès aux soins compliqué et une santé dégradée.....	589
8.3.6	L'espoir déçu de la circulaire du 26 août 2012.....	590
8.3.7	La surincarcération des enfants dits roms et délinquants.....	592

8.3.8 À quand une véritable politique d'inclusion, concertée avec l'Europe ?	594
8.4 <i>Les enfants de l'outre-mer</i>	596
8.5 <i>Les enfants en situation de rue</i>	596
8.6 <i>Les enfants touchés par les conflits armés</i>	597
8.6.1 Des avancées au plan du droit international.....	598
8.6.2 Une recrudescence de conflits qui demande un engagement accru de la France	601
8.6.3 Réinsertion des enfants victimes des conflits armés	602
8.6.4 Un phénomène nouveau : le recrutement d'enfants « djihadistes » en France.....	603
8.7 <i>Les enfants victimes de traite</i>	605
8.7.1. L'exploitation sexuelle	606
8.7.1.1. Une prise de conscience difficile de la prostitution des enfants en France	607
8.7.1.2. Évolution du cadre législatif français entre 2009 et 2013	608
8.7.1.3. Cadre européen et international.....	610
8.7.1.4 Des phénomènes qui demandent à être mieux quantifiés	611
8.7.1.5 Un recours croissant aux NTIC qui complique les enquêtes	613
8.7.1.6 Un manque de formation et de coordination interacteurs	613
8.7.1.7 Les préconisations du collectif AEDE sur l'exploitation sexuelle.....	615
8.7.2 De fortes disparités dans la protection des mineur(e)s victimes de traite	616
8.7.3 Une difficulté à être reconnu(e) comme victime de traite	617
8.7.4 La nécessité d'un accueil sécurisé et sécurisant pour les mineurs victimes de traite.....	618
8.8 <i>Les enfants en conflit avec la loi pénale</i>	620
8.8.1 Une inflation législative et réglementaire à caractère répressif	622
8.8.2 Une approche actuarielle de la justice pénale des mineurs	626

8.8.3 Une justice pénale pour les enfants de moins en moins spécialisée.....	627
8.8.3.1 La formation aux standards internationaux.....	627
8.8.3.2 Le rôle croissant du parquet.....	628
8.8.3.3 Une nouvelle juridiction non spécialisée pour les grands mineurs.....	630
8.8.3.4 Des procédures et des mesures qui perdent également leur spécificité.....	631
8.8.3.5 Dans le domaine contraventionnel des quatre premières classes.....	636
8.8.4 Une justice des mineurs qui a trop recours à la détention.....	637
8.8.5 La question des centres éducatifs fermés (CEF).....	637
8.8.6 Une justice des mineurs qui manque cruellement de moyens.....	639
8.8.7 Réformer la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) ?.....	640
8.8.8 Réformer l'ordonnance du 2 février 1945 sur l'enfance délinquante ?.....	641
8.8.8.1 Un texte défiguré par les réformes et de moins en moins conforme à la CIDE.....	642
8.8.8.2 Supprimer le tribunal correctionnel des mineurs et autres dérives récentes.....	644
8.8.8.3 Pour un seuil d'âge minimal de responsabilité pénale.....	645
8.8.8.4 La question de l'impartialité du juge des enfants.....	647
8.8.8.5 Pour une procédure pénale adaptée aux besoins des enfants.....	649
8.8.8.6 La déjudiciarisation des infractions pénales commises par des enfants.....	651
8.8.8.7 Pour une justice pénale adaptée aussi pour les jeunes majeurs.....	652
8.8.9 La prévention de la primo-délinquance oubliée.....	653
8.9 La protection des témoins et victimes de crimes.....	655
CONCLUSION.....	657
« En avant pour les droits de l'enfant ».....	657
« Respectons-les dès aujourd'hui ! ».....	659

ANNEXES.....	663
<i>Table des annexes</i>	665
LISTE DES CONTRIBUTIONS	725
LISTE DES RÉFÉRENCES AUTRES QUE LES CONTRIBUTIONS.....	729
LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS	741
REMERCIEMENTS	751